



lundi 12 mars 2018

Contre une attaque générale, il faut une riposte générale !

Macron et son gouvernement veulent la guerre éclair. Après s'être attaqués au Code du travail, voilà qu'ils s'en prennent aux fonctionnaires, aux cheminots, aux jeunes et aux chômeurs. À chacun sa réforme, pourrait-on dire. Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est bien d'une attaque générale qu'il s'agit, d'une épreuve de force politique contre l'ensemble du monde du travail.

Macron joue les matamores et voudrait bien diviser nos rangs, prétendre que les cheminots sont des « privilégiés » (lesquels débutent souvent sous le Smic, d'où les primes que la direction est obligée de consentir !), au moment même où ses copains du CAC 40 annoncent 93 milliards de profits pour 2017.

Alors, pas question de marcher dans leur intoxic. Nous sommes tous le cheminot de quelqu'un, avec ou sans CDI, avec ou sans tel ou tel minable statut, avec ou sans telle convention collective mise en cause, avec ou sans telle ou telle prime... Reste à nous serrer les coudes, à préparer une riposte solidaire et massive, à la hauteur de la provocation gouvernementale.

Tous concernés

Le réseau ferroviaire est vétuste. Mais ce n'est pas la préoccupation de Macron. En cassant le statut de cheminot, il veut simplement que la SNCF puisse licencier ses employés, comme une entreprise ordinaire ! Cela n'entraînerait aucune amélioration pour les autres travailleurs. Cela ne ferait que rendre plus arrogant le grand patronat.

Tout le monde sait aussi que les hôpitaux publics manquent de moyens. Aux Urgences, il faut patienter des heures pour être pris en charge, parfois pour dormir dans un couloir, sur un brancard. Dans les Ehpad (maisons de retraite), les employés doivent courir d'un patient à l'autre. Et dans l'Éducation, c'est du pareil au même. Dans les écoles, les lycées et les facs, les profs font cours à des classes ou à des amphithéâtres surpeuplés. La seule chose qu'on propose aux jeunes des classes populaires, c'est de nouveaux obstacles à l'entrée à l'université, un parcours du combattant ultra sélectif dénommé « parcoursup ».

Que propose le gouvernement ? Un plan massif de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires et le développement des contrats précaires.

Tous ensemble le 22 mars : comme le redoute le patronat, les cheminots ne seront pas isolés !

Il n'y a pas que les cheminots à être en colère contre la dégradation de leur salaire et de leurs conditions de travail. Il y a toute la fonction publique, dont l'hospitalière. Il y a le monde de l'éducation, dont une bonne partie de sa jeunesse.

Leur colère aura mille raisons de se joindre à celle des travailleurs du secteur privé : des grévistes d'Air France, des salariés de Tupperware à Joué-lès-Tours qui viennent d'être jetés dehors, de ceux de Ford à Blanquefort menacés du même sort. Sans oublier la colère des trois millions et demi de chômeurs que compte le pays.

Le 15 mars, le personnel des Ehpad et des services à domicile, les hospitaliers, les retraités et les jeunes seront en grève et manifesteront. Le 22 mars, tous les travailleurs du secteur public et de nombreux travailleurs du privé sont appelés à la grève. Il faut tous en être, et saisir ces occasions pour nous retrouver dans la rue. Évidemment, une ou deux journées, même en étant nombreux, ne suffiront pas à faire plier le gouvernement. Mais c'est le moment de nous réunir pour évoquer des problèmes qui sont l'affaire de tous. C'est le moment de nous organiser, de décider démocratiquement de ce que nous voulons, pour parler d'une seule voix à nos patrons. C'est le moment de nous coordonner, de combattre avec les salariés du service ou de l'entreprise d'à côté.

Alors oui, il faudra plus qu'une ou deux journées. Il faudra prolonger et généraliser les grèves. À nous de construire le mouvement d'ensemble qui pourra doucher l'ardeur guerrière du président des riches. Il y a 50 ans, au printemps 1968, la jeunesse avait donné le coup d'envoi à la grève générale. De quoi nous inspirer en ce printemps 2018.

Altedia 7j/7 et 24h/24

On nous a annoncé en Quart d'Heure Com' que nous pouvions désormais contacter Altedia directement, sans passer par PSA. Le numéro de téléphone est affiché sur les écrans dans les cafèts', on laisse un message et ils nous rappellent... nous dérangeant même le week-end ! La prochaine étape, c'est sans doute le porte à porte chez les salariés.

Le bal des Enfoirés

Autre grande mission d'Altedia, en plus de nous faire quitter PSA : nous proposer du boulot après la retraite. Bien abîmé par les années d'usine mais touchant une petite pension, pas de panique, Altedia s'occupe de vous ! Le cynisme n'a pas de limite, la recherche du profit non plus... si ce n'est la colère des travailleurs.

Exploitation prévisionnelle

Les samedis obligatoires continuent à s'enchaîner, à raison d'un par mois et par équipe, et la fatigue s'accumule elle aussi. Alors quand on nous annonce que nous n'aurons pas droit à un seul pont en mai, à moins de poser des jours, il y a de quoi voir rouge avec leur histoire de décroissance pilotée.

Pas d'avenir individuel, mais un avenir collectif

Les entretiens individuels sont bientôt fini. Mais qu'est-ce que les chefs peuvent bien nous donner comme objectif cette année ? Quitter l'usine au plus vite ? Ils continuent à remplir leur grille pour faire comme si de rien n'était, mais on voit bien qu'ils n'y croient plus. Alors nous sommes tous dans le même bateau : tous ensemble nous serons plus forts pour demander des comptes sur notre avenir.

Solidarité avec les migrants

Le gouvernement a annoncé que c'est désormais l'État qui assurera les distributions de nourriture aux migrants à Calais, jusque-là prises en charge par des associations. Le voilà, le volet « d'humanité » de la politique migratoire ? Deux repas au lieu de trois auparavant, et des points de distribution moins nombreux et mobiles pour éviter la formation de nouveaux campements ?

Macron et Collomb poursuivent leur politique avec la même violence. Le projet de loi « Asile et Immigration » veut durcir les conditions d'accès à l'asile, faciliter les expulsions en augmentant la durée d'enfermement dans les centres de rétention, criminaliser les marques de solidarité. Les manifestations du 17 mars seront l'occasion de s'opposer à la politique du gouvernement et de revendiquer l'ouverture des frontières et la régularisation de tous les sans-papiers.

Quand prime rime avec discrimine

Comparée aux 2,35 milliards de profits pour PSA, la prime de 2 400 € nets, ce n'est pas grand-chose. Mieux que rien certes, mais rien à côté de notre dû.

Les intérimaires n'y ont pas droit alors qu'ils contribuent largement aux profits réalisés par le groupe. Celles et ceux qui ont pris de congés maternité et paternité ou qui ont été malades sont pénalisés et toucheront moins.

Plutôt qu'une prime discriminante, exigeons 400 € mensuels en plus pour tous, intérimaires ou CDI, sur nos fiches de paye.

Plan de licenciement masqué

PSA fait en douce un plan de licenciements de 525 travailleurs à Poissy. 525 intérimaires vont être virés en mars et avril. De plus PSA veut que 210 CDI de la Peinture, du Ferrage, de l'Emboutissage et des caristes soient mutés à la chaîne du Montage pour remplacer les intérimaires. Le but est surtout de pousser à la démission. La direction menace les moins de 43 ans des secteurs Ferrage, Contrôle Qualité et Peinture s'ils refusent leur mutation forcée au Montage. Le chantage s'étend même à des salariés de plus en plus proche de la cinquantaine.

Que les salariés soient intérimaires ou CDI, ils ont tous intérêt à s'organiser pour refuser ces mutations forcées et ces fins de mission.

PSA récupère le 8 mars

Le 8 mars, la direction de la Française de Mécanique à Douvrin a invité la nouvelle miss France à venir dans l'usine rencontrer les ouvrières... Une potiche pour masquer le fait qu'à PSA comme ailleurs, les patrons s'accommodent très bien des inégalités Hommes-Femmes, quand ils ne les créent pas : à Douvrin les ouvrières constituent 10 % de l'effectif et seulement 6 % sont en CDI, 32 % ont un statut précaire, ce qui fait qu'elles ont les plus bas salaires, à peine le SMIC. Et sur les autres sites, les mêmes inégalités règnent.

« Sans égalité, pas de liberté »

En Espagne ce 8 mars, plus de 5 millions de travailleuses et de travailleurs ont suivi la grève et les débrayages et alimenté les manifestations pour défendre les droits des femmes.

Pour atteindre l'égalité, ne serait-ce qu'en matière de salaire, le chemin est encore long : les différences salariales avoisinent en Espagne les 15 %, et plus d'un tiers des femmes subit la pauvreté et l'exclusion. Certes, la crise économique a légèrement réduit les écarts de revenus entre hommes et femmes... mais en précipitant plus de monde dans la pauvreté. La lutte pour l'égalité, c'est bien l'affaire de tous !